



Expertise comptable - Conseil - Audit

**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR**

**Siège social : 66, boulevard ARAGO**

**22000 SAINT-BRIEUC**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

\*\*\*\*\*

**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR**

**Siège social : 66, boulevard ARAGO**

**22000 SAINT-BRIEUC**

---

**SOMMAIRE**

- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	1 à 4
- COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025	5 à 20

**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR****Siège social : 66, boulevard ARAGO****22000 SAINT-BRIEUC**  

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES****SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2025****\*\*\*\*\*****Aux membres de l'Association DOMICILE ACTION ARMOR,****Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DOMICILE ACTION ARMOR, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels concernant la correcte application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-51 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Subventions d'exploitation, concours publics et dotations globales » de l'annexe décrit le traitement comptable retenu pour la comptabilisation des subventions d'exploitation, des concours publics et des dotations globales. Nos travaux ont consisté à examiner les décisions d'attribution de subventions ainsi que des concours publics et à vérifier par sondage l'application de la méthode décrite dans cette note de l'annexe.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant, fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à SAINT BRIEUC, le 22 mai 2026**

Le Commissaire aux comptes

**S.A.S. FITECO**  
Représentée par Cédric GOURET



**ASSOCIATION DOMICILE ACTION ARMOR**

**Siège social : 66, boulevard ARAGO**

**22000 SAINT-BRIEUC**

---

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos au 31 décembre 2025**

**\*\*\*\*\***

BILAN

BILAN ACTIF AU 31/12/2025

	2025		2024	
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	4 599	4 599	-	-
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	189 109	163 461	25 648	32 528
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées à des participations	300 009		300 009	300 009
Autres titres immobilisés			-	-
Prêts				
Autres immobilisations financières	172		172	3 662
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	493 889	168 060	325 829	336 199
Comptes de liaison				
TOTAL (II)	-	-	-	-
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Fournisseurs débiteurs	525		525	-
Créances				
Créances clients, caisses, usagers et comptes rattachés	142 878	11 536	131 342	244 339
Autres créances	157 773		157 773	316 784
Valeurs mobilières de placement	1 975 390		1 975 390	1 478 599
Disponibilités	328 819		328 819	243 169
Charges constatées d'avance	13 645		13 645	5 118
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	2 619 030	11 536	2 602 494	2 288 007
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	3 112 919	179 596	2 933 323	2 624 206

Visé par le Commissaire aux Comptes



## BILAN

## BILAN PASSIF AU 31/12/2025

	2025	2024
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres Fonds propres		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres Fonds propres	62 578	62 578
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	342 607	
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité	20 000	549 096
Réserves de compensation des déficits	369 305	
Autres réserves	20 001	20 001
Report à nouveau	212 403	51 555
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>216 846</b>	<b>343 664</b>
Provisions réglementées		
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 243 740</b>	<b>1 026 894</b>
Subventions d'investissement	12 000	16 000
Provisions réglementées	4 454	4 454
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>1 260 194</b>	<b>1 047 348</b>
Comptes de liaison		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions pour risques	1 067 689	1 037 173
Autres Provisions	20 653	30 619
fonds dédiés ou reportés		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 088 342</b>	<b>1 067 792</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes clients		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	34 760	33 071
Dettes fiscales et sociales	548 385	469 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 642	6 369
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>584 787</b>	<b>509 066</b>
<b>Ecart de conversion Passif (V)</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>2 933 323</b>	<b>2 624 206</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

	2025	2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	6 350	6 848
Productions vendues		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations de service	247 974	1 022 208
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 557 105	1 951 938
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	144 592	203 439
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	27 298	21 808
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat	4 000	4 000
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>2 987 320</b>	<b>3 210 240</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	388 633	402 440
Impôts, taxes et versements assimilés	147 055	135 158
Salaires et traitements	1 545 359	1 440 068
Charges sociales	526 230	499 327
Dotations aux amortissements	11 181	14 558
Dotations aux provisions et aux dépréciations	162 630	324 013
Report en fonds dédiés		
Autres charges	17 339	514
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>2 798 429</b>	<b>2 816 077</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>188 891</b>	<b>394 163</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations et immobilisations financières		
Revenus de valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	21 040	19 917
Autres intérêts et produits assimilés	11 965	5 734
Reprises sur provisions et dépréciations		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>33 005</b>	<b>25 652</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>33 005</b>	<b>25 652</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>221 896</b>	<b>419 815</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		140 644
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciations		
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>-</b>	<b>140 644</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		212 015
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>-</b>	<b>212 015</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-</b>	<b>71 371</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 050	4 780
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>3 020 324</b>	<b>3 376 536</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 803 479</b>	<b>3 012 697</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>216 846</b>	<b>363 664</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolet	422	2 445
<b>TOTAL</b>	<b>7 422</b>	<b>2 445</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	7 422	2 445
<b>TOTAL</b>	<b>7 422</b>	<b>2 445</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes



## Dossier Financier 2025

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

### Annexe



## Annexe légale

Désignation de l'association :

**DOMICILE ACTION ARMOR**

DOMICILE ACTION ARMOR a pour objet d'apporter aux familles et à toutes personnes une aide et un accompagnement adaptés aux besoins de la vie quotidienne, qu'ils soient d'ordre éducatif, matériel, moral ou médical. Pour se faire, DOMICILE ACTION ARMOR crée, gère, développe et fait évoluer toutes actions et tous services entrant dans son objet. Elle met à la disposition des familles et des usagers un personnel qualifié. Le personnel intervient à domicile et dans tous lieux de vie individuels ou collectifs selon les actions en cours.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos, dont le total est de	2 933 323 €
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de	216 846 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier au 31 décembre.  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 04/06/2026 par les dirigeants de l'association.

### Evènements marquants de l'exercice

La convention pluriannuelle d'objectifs et de financement CAF effective depuis le 1er janvier 2024 courre jusqu'au 31/12/2027.

Le CPOM mis en œuvre au 1er janvier 2022 a été prorogé d'un an jusqu'au 31/12/2025.

Deux CPOM ont été signés avec le Conseil Départemental pour la période 2026-2028 pour l'activité Pole Enfance et Famille et un pour la période 2026-2030 pour l'activité Pole Autonomie.

La revalorisation de la valeur du point est maintenue à 5,77€ depuis aout 2022. La négociation de la revalorisation de la valeur du point et de la grille des coefficients a débuté en 2024 et est toujours en cours à la cloture de l'exercice. Aucune provision n'a été constituée au 31/12/2025.

Les états financiers de l'association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

### Règles et méthodes comptables

#### Changement de méthode

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, s'applique à toute entité soumise aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce règlement a notamment pour effet :

- L'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel,
- La suppression de la technique du transfert de charges,
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers,
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Les principaux changements portent sur le reclassement des postes suivants :

- Indemnités prévoyance : du compte #791100 (transfert de charges) vers le compte #641901 remboursement prévoyance AG2R (rubrique salaires),
- Aides à l'emploi : du compte #791400 (transfert de charges) vers le compte #641902 aides à l'emploi (rubrique salaires)

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles.

#### Règles générales

L'association a arrêté ses comptes conformément aux dispositions du règlement ANC N°2014-03 homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au PCG, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 et en application du règlement n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, adopté par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en novembre 2022, et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2023, et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, avec une application anticipée possible.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les cotisations sont comptabilisées en produit au moment de l'émission de l'appel de cotisation par le biais de la facturation.

DOMICILE ACTION ARMOR valorise et comptabilise le bénévolat dans ces comptes en classe 8. La méthode de valorisation retenue est précisée infra.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## **Immobilisations corporelles et incorporelles**

---

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 3 ans
- \* Matériel informatique : 3 ou 5 ans
- \* Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

## **Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières**

---

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droit de mutation, honoraires, frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## **Créances**

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **Produits et charges exceptionnels**

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association conformément à la nouvelle réglementation applicable au 1er janvier 2025.

## **Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

### Rémunération des dirigeants

Le directeur général est rémunéré en application de la convention collective en vigueur dans l'établissement.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2025 car ils n'ont pas été rémunérés.

### Contributions et charges des contributions volontaires en nature

- Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services. Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

- L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.
- La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

- Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Sur l'année 2025, les heures de bénévolat consenties à l'association représentent un total de 200 heures.
- La valorisation est calculée sur la base de 140% SMIC + 50% de charges. Le montant est de :

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Actif Immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres immo incorporelles / avances et acomptes	4 599			4 599
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	4 599	0	0	4 599
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements, aménagements divers	87 741			87 741
Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 067	4 301		101 368
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	184 808	4 301	0	189 109
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres participations	300 009			300 009
	3 862		3 690	172
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	303 871	0	3 690	300 181
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	493 278	4 301	3 690	493 889

## Immobilisations financières

Titres SCI Domicile Action Armor : 199 980 €

Autres Titres : 28,72 €

Créances rattachées à des participations (SCI Domicile Armor) : 100 000 €

Titres GCS E-Santé : 22,19 €

Visé par le Commissaire aux Comptes



## Notes sur le bilan

**Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice montre un classement par échéance qui s'établit comme suit :

	Montant Brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations	100 000		100 000
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	142 878	142 878	
Autres	158 298	158 298	
Capital Souscrit - appelé non versé			
Charges constatées d'avance	13 645	13 645	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>414 821</b>	<b>314 821</b>	<b>100 000</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

**Produits à recevoir**

	Montant
Produits à recevoir	
Factures à établir	
Etat - produit à recevoir	112 144
Bons de caisse, intérêts courus	3 985
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>116 129</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres immo incorporelles / avances et acomptes	4 549			4 549
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 549</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 549</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements, aménagements divers	87 741			87 741
Matériel de bureau et informatique, mobilier	64 589	11 181		75 771
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>152 330</b>	<b>11 181</b>	<b>0</b>	<b>163 511</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>156 879</b>	<b>11 181</b>	<b>0</b>	<b>168 060</b>

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon le mode linéaire	0	11 181	11 181
Eléments amortis selon un autre mode			
Dotations exceptionnelles			
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>11 181</b>	<b>11 181</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés de l'actif circulant			
Eléments cédés		0	0
Eléments mis hors service			
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Notes sur le bilan

## Fonds Propres

## Tableau de variation des fonds associatifs

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
<b>TOTAL FONDS SANS DROIT DE REPRISE</b>		-	-	
Apports avec droit de reprise	62 578			62 578
Réserves affectée à la compensation des déficits		369 305		369 305
Réserves pour projet de l'entité affecté à l'investissement		20 000		20 000
Legs et donations assortis d'une condition				-
Subventions affectées				-
<b>TOTAL FONDS AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>62 578</b>	<b>389 305</b>	<b>-</b>	<b>451 883</b>
Ecarts de réévaluation				-
Réserves statutaires ou contractuelles		342 607		342 607
Réserves règlementées				-
Autres réserves	549 096	20 001	549 096	20 001
Report à nouveau	51 555	163 489	2 641	212 403
Résultat de l'exercice	343 664	216 846	343 664	216 846
<i>Dont Résultats sous contrôle des tiers financeurs</i>		<b>418 612</b>		
Subventions d'investissement	16 000		4 000	12 000
Provisions règlementées	4 454			4 454
Autres réserves sur fonds associatifs	20 001		20 001	-
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>1 047 348</b>	<b>1 132 248</b>	<b>919 402</b>	<b>1 260 194</b>

## Fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention. Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables à des autorités de tarification par ses établissements selon les dispositions de l'article L. 313-19 du code de l'action sociale et des familles et dont l'affectation est soit décidée par une autorité de tarification selon les dispositions de l'article R. 314-51 du même code, soit réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 314-234 du même code. Ces fonds propres constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée.

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions pour risques et charges

	Provision au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprise utilisées de l'exercice	Reprise non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					-
Amendes et pénalités					
Pensions et obligations similaires	13 464	1 698	11 664		3 498
Renouvellement des immobilisations	17 155				17 155
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres Provisions pour risques et charges	1 037 173	149 396	118 880		1 067 689
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>1 067 792</b>	<b>151 094</b>	<b>130 544</b>	<b>0</b>	<b>1 088 342</b>
<b>Répartitions des dotations et des reprises de l'exercice</b>					
Exploitation		151 094	130 544		
Financières					
Exceptionnelles					

## Fonds dédiés

En application de l'article 132-1 du règlement 2018-06, la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n°2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous.

Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Domicile Action Armor n'a pas comptabilisé de fonds dédiés pour à la clôture de l'exercice.



## Notes sur le bilan

**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à :

	Montan Brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes clients				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 760	34 760		
Dettes fiscales et sociales	548 385	548 385		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	1 642	1 642		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>584 787</b>	<b>584 787</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				

**Charges à payer**

	Montant
Fournisseurs - factures non parvenues	7 447
Dettes - provision pour congés payés	134 574
Provision - CET	74 714
Personnel - charges sociales sur congés payés	57 301
Provision - charges sociales sur CET	40 360
Personnel - autres charges à payer	40 000
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>	<b>354 397</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	13 645		
<b>TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>13 645</b>		

## Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	0		
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>0</b>		

## Notes sur le compte de résultat

## Charges et produits d'exploitation et financiers

## Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 5000 euros

## Charges et Produits exceptionnels

## Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Subventions d'investissement virées au résultat		
Provisions/reprises pour risques et charges		
Produits/charges exceptionnels sur opération de gestion		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Subventions d'exploitation, concours publics et dotation globales

## Produits des tiers financeurs

Conseil départemental des côtes d'armor	1 936 425
CAF des Côtes d'armor	536 614
Subvention municipale	180
Subvention CD 22	2 710
Subventions autres (Agefiph, UNA, L'Envol)	6 298
<b>TOTAL</b>	<b>2 482 227</b>

## Subventions d'exploitation, Concours publics, dotation globale

Ces produits sont comptabilisés dès l'attribution lorsqu'il n'y a pas de conditions suspensives pour le montant prévu dans la convention d'attribution. Les produits conditionnés à la réalisation d'un niveau de dépenses éligibles sont comptabilisés au prorata du niveau de dépenses réalisées. Lorsqu'il existe un risque de reversement, une provision est comptabilisée afin de couvrir le risque de reversement.

Visé par le Commissaire aux Comptes

## Autres informations

## Effectif moyen

L'effectif moyen de l'exercice clos au 31 décembre décompté en ETP se décompose ainsi :

Personnel administratif	8,87
Personnel AD & AVS	21,94
Personnel TISF	24,02
<b>TOTAL</b>	<b>54,83</b>

## Provision indemnités de départ à la retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite au 31 décembre est mentionnée ci-dessous.

Pour la déterminer, il a été retenu les paramètres suivants :

- # 5 ans avant un départ à l'âge légal en vigueur,
- # l'ancienneté des salariées au moment du départ prévisionnel à la retraite,
- # selon l'ancienneté, la détermination du nombre de mois de salaire à verser au moment du départ potentiel à la retraite.

Provision à l'ouverture de l'exercice	13 464
Variation de l'exercice	- 9 966
<b>Provision à la clôture de l'exercice</b>	<b>3 498</b>

Visé par le Commissaire aux Comptes